



F. REIDE, 10, rue de Solférino
C.C.P. : Paris 13.922-66

10, Rue de Solférino, 10
Tél. : 783-21-38

Bulletin d'information

du Syndicat C.G.T. des Personnels Techniques et Administratifs
du Centre National de la Recherche Scientifique

n° 78, Juillet 1965

SOMMAIRE

- I - L'action du 24 juin.
- II - Le projet d'améliorations statutaires
- III - Perspectives pour la Fonction Publique
- IV - 20 juillet au Viet-Nam : 11^e anniversaire des Accords de Genève
- V - CONGRES MONDIAL de la paix.

L'ACTION DU 24 JUIN

500.000 tracts, un rassemblement place du Palais Royal, des centaines de chercheurs, techniciens, administratifs, ouvriers et enseignants en tenue de travail dans les rues de Paris : une date dans notre action.

Ce 24 juin s'inscrit dans le bilan positif des actions organisées pour la défense de la Recherche et du CNRS; nul doute qu'il pèsera sur les décisions gouvernementales à plus ou moins brève échéance.

On peut dire, sans exagération, que peu de quartiers de Paris parmi les plus fréquentés sont passés au travers du "quadrillage" organisé par l'Intersyndicale pour la distribution de tracts à la population.

Le succès de la "manifestation surprise" au Palais Royal, où près de 1500 travailleurs apparurent brusquement en blouse blanche sur le terre-plein central, montra la volonté des travailleurs de la Recherche de participer à des actions énergiques contre la politique gouvernementale en matière de Recherche.

Cette action a pu avoir lieu, en dépit du pessimisme de nos partenaires, parce que notre syndicat C.G.T. a défendu devant l'Intersyndicale les propositions réalistes élaborées par le Conseil National du syndicat. La réussite de ce mouvement prouve la justesse de l'analyse faite alors.

Il faut également constater que, si la participation des différents laboratoires a été inégale, partout où des réunions d'information ont eu lieu, et où un sérieux travail de préparation et d'explications a été mené, cette participation fut une réussite.

Il importe donc de tirer les enseignements de la manifestation et de continuer ce travail d'explications, surtout dans les laboratoires où la participation a été faible, en montrant bien l'étroite liaison qui existe entre les intérêts particuliers de chaque catégorie et les intérêts généraux de notre pays en matière de Recherche.

L'action ne doit pas subir la "trêve des vacances", période particulièrement favorable aux "mauvais coups" du gouvernement. Dans chaque établissement des mesures doivent être prises pour rester en contact avec le syndicat national jusqu'à la fin juillet et dès le début septembre.

Les délégations auprès des personnalités, confiées à chaque laboratoire, doivent se poursuivre et les résultats des entrevues communiqués au Bureau National. Il reste également des tracts au siège du syndicat, diverses sections ont déjà décidé de les distribuer localement, dans les boîtes aux lettres, sur les marchés, etc... C'est un exemple à suivre, pas un tract ne doit rester inutilisé.

Signalons également l'initiative des camarades d'Orsay qui, à l'occasion de l'inauguration officielle d'un accélérateur ont, en présence des représentants du gouvernement, remis aux journalistes un texte développant nos revendications, texte reproduit par une partie de la presse avec les commentaires sur l'inauguration de l'appareil.

Toutes les initiatives doivent être prises localement et des propositions adressées au Bureau National pour que l'action se poursuive jusqu'au moment du vote définitif du budget 1966, où, selon son contenu, notre réaction devra être immédiate,

Le 24 juin a été une étape réussie, mais d'autres étapes nous attendent et nous devons être prêts à en assurer un succès plus grand.

LE PROJET D'AMELIORATIONS STATUTAIRES

Comme il avait été prévu à la suite de l'entrevue aux Finances du 15 Juin, l'Intersyndicale a repris contact dans les premiers jours de juillet avec le sous-directeur du Budget. Ce dernier, M. RAOULX, a indiqué que l'étude des textes dans ses services était pratiquement terminée et que nous pourrions joindre l'Education Nationale à la mi-juillet. Notre Ministère serait alors en mesure de nous informer des résultats de ses propositions aux Finances.

Au moment où nous éditons ce Bulletin, l'Intersyndicale a pris contact avec l'Education Nationale. Bien que le délai indiqué par le Budget soit maintenant atteint, notre ministère n'a rien reçu, mais, nous dit-on cela pourrait venir ces jours-ci.

Ainsi que nous le pensions lors de l'Assemblée Générale du 16 juin, c'est très peu de temps avant les congés d'été que nous aurons des précisions sur nos textes, encore faut-il, pour cela, que nous fassions savoir que nous ne relâchons pas notre attention.

Aussi, parallèlement aux démarches de l'Intersyndicale auprès du Budget (M. RAOULX) et de l'Education Nationale (M. BLANCHARD), il importe que, dès maintenant, par lettres, par délégations, le personnel insiste pour que les engagements obtenus par les actions précédentes soient respectés. Dans cette période de juillet, cela ne peut se faire partout, cependant de nombreux établissements ne sont pas encore en congé et dans certains autres gros centres, où les vacances se prennent par roulement, il existe des possibilités d'intervention.

De l'activité du personnel dans la semaine qui vient dépendra en grande partie la possibilité de juger sans retard nouveau, à la rentrée de septembre, le contenu des textes, afin que le personnel en tire les conséquences et, s'il le faut agisse très vite.

PERSPECTIVES POUR LA FONCTION PUBLIQUE

En lançant, voici bientôt deux ans son plan de stabilisation, le gouvernement visait à freiner, voire à bloquer les salaires, traitements et pensions. Avec une obstination jamais égalée, le gouvernement de De Gaulle a fait front aux revendications des travailleurs des secteurs public et privé.

Avec le C.G.T., nous avons toujours dénoncé le caractère anti-social de la politique gouvernementale ainsi que les déclarations démagogiques du pouvoir. Les slogans sur la stabilisation et les subterfuges de la "masse salariale" ne peuvent illusionner ou duper plus longtemps. Il n'est pas difficile aujourd'hui de voir qu'en mettant en face des 4% d'augmentation annuelle attribués généreusement aux agents de la Fonction Publique, l'augmentation des prix et des impôts, nous arrivons péniblement à maintenir notre pouvoir d'achat.

Dans la fonction publique, comme dans d'autres secteurs, aucun des problèmes essentiels n'est réglé: qu'il s'agisse du retard général des salaires subsistant au 31 décembre 1962, du "contentieux 1963-64", de la situation des cadres C et D etc...

Récemment encore, le 18 juin dernier, une délégation de l'U.G.F.F. était reçue par M. LONG, Directeur général de la Fonction publique. Divers problèmes ont été examinés. En ce qui concerne les traitements et pensions, le gouvernement s'en tient à la méthode de calcul dite de la masse salariale. Il prétend ramener la progression du traitement de base de 4% (2% + 2%) en 64 et 65 à 3% en 2 étapes de 1,5%. Se situant dans ce cadre, la Fonction publique a fait des propositions qui déborderaient quelque peu par quelques opérations supplémentaires qui porteraient la progression de la masse salariale aux environs de 4.5% en 1966. En l'état actuel des choses il faut observer que la position du gouvernement, en retrait sur ce qu'il a dû consentir pour 1965, s'inspire de l'orientation restrictive du V^e plan, qui limite aux environs de 3% la progression des salaires.

Ainsi la situation à venir ne peut que renforcer notre jugement sur les intentions réelles du pouvoir et sur la façon d'obtenir la satisfaction de nos revendications.

20 JUILLET AU VIET-NAM : 11^e ANNIVERSAIRE DES ACCORDS
DE GENEVE

Il y a 11 ans, le 20 juillet 1954, les Accords de Genève mettaient fin à 8 années de guerre et de souffrances au Viet Nam.

Onze ans après, la guerre ravage à nouveau ce malheureux et héroïque pays. En violation des accords de 1954, le gouvernement américain fait intervenir ses troupes dans le sud et bombarde les villes et les villages du Nord. Chaque jour la situation s'aggrave, les renforts américains vont porter à 70.000 hommes les forces d'intervention.

Et cependant, en dépit de ce déploiement de forces, la stratégie politique et militaire des USA est mise en échec au Viet-Nam. Ni les bombardiers B52, ni le napalm, ni les gaz toxiques, ni les "opérations destruction" ne peuvent vaincre la volonté du tout un peuple qui entend obtenir l'indépendance et la liberté que devaient lui garantir les accords de Genève.

Mais, le gouvernement américain, en décidant d'intensifier la Guerre en la portant au Nord a pris le risque d'un élargissement du conflit dont les limites sont imprévisibles.

Cette terrible menace fait naître dans le monde une opposition grandissante à l'intervention américaine, isolant chaque jour davantage le gouvernement Johnson.

Nul doute que cette opposition s'amplifie toujours plus, est une aide efficace apportée à la lutte du peuple vietnamien.

En Amérique même, un mouvement, d'une ampleur jamais égalée dans ce pays, commence à se développer.

C'est ainsi que, suivant l'exemple de plusieurs milliers de religieux de toutes croyances qui, sous le cri de "Au nom de Dieu, arrêtez cette guerre !" souscrivaient une page d'un grand quotidien américain, des groupes de médecins, de scientifiques, lancent de semblables appels.

Des manifestations de rues ont lieu dans les grandes villes. Ainsi, dans la capitale, 25000 personnes se sont retrouvées, venant de Chicago, Philadelphie, New York, San Francisco.

Mais c'est parmi les universitaires américains que l'action prend toute son ampleur sous des formes originales. Sous le nom de "Teach in", le mouvement de protestation gagne toutes les universités du pays : toutes les heures les professeurs se succèdent à la tribune et s'adressent à des masses d'étudiants qui viennent écouter, en dehors des cours, et souvent la nuit.

A Berkeley, par exemple, les 21 et 22 mai, le nombre de participants est estimé à plus de 10.000 personnes aux heures de pointe, et à un total de **50.000 personnes pour les deux jours.**

Ce mouvement des universitaires américains a fait naître un mouvement de solidarité parmi les universitaires du monde entier. C'est ainsi qu'une journée internationale des Universitaires pour la Paix au Viet Nam s'est déroulée le 21 mai, au cours de laquelle est née l'idée de la création d'un Comité Universitaire International d'action pour la paix au Viet Nam.

En France, un Comité National ainsi que des Comités locaux sont en voie de constitution. Ainsi, à la Faculté d'Orsay, en particulier, lors d'une assemblée publique, un Comité s'est constitué avec l'adhésion des Syndicats Universitaires Enseignement Supérieur (SNES) et Chercheurs (SNCS), des syndicats de techniciens ainsi que du Mouvement de la Paix.

En effet, techniciens et administratifs, au même titre que les universitaires, au même titre que tous les autres travailleurs, sont concernés par cette guerre.

Nous faisons nôtre l'appel de la Fédération Syndicale Mondiale lancé aux travailleurs et organisations syndicales de tous les pays :

"La Fédération Syndicale Mondiale est certaine que vos puissantes et unitaires actions, à l'occasion du 20 juillet 1965, deviendront l'expression d'une large et ferme volonté des travailleurs et des syndicats du monde, visant à mettre fin à la guerre d'agression des Etats Unis au Viet Nam, pour la stricte application et le plein respect des accords de Genève de 1954 sur le Viet Nam, pour l'instauration et pour la sauvegarde de la Paix en Indochine, dans le Sud Est Asiatique et dans le monde".

CONGRES MONDIAL DE LA PAIX

Du 10 au 15 juillet aura lieu en Finlande, à Helsinki, le Congrès Mondial pour "la Paix, l'indépendance nationale et le désarmement général".

50 délégués français participeront à ce Congrès dont un délégué de la Faculté d'Orsay, notre camarade SANCHEZ, militant de notre syndicat du CNRS, membre du secrétariat du Conseil de la Paix de la Faculté,

Notre camarade fera un compte rendu des travaux de ce Congrès dans notre bulletin de la rentrée.